

## Burundi : Une "Journée nationale du contribuable" pour booster les recettes

PANA, 12 mai 2016 Les recettes de l'Etat en hausse de plus de 10% malgré une grave crise économique au Burundi Bujumbura, Burundi - Les rentrées dans les caisses de l'Etat se sont élevées à un peu plus de 51 milliards de francs burundais (près de 31 millions de dollars américains) au mois d'avril 2016, dépassant ainsi les prévisions initiales qui étaient de l'ordre de 46 milliards (environ 27 millions de dollars), soit une hausse "magique" pour certains, de 10,8%, dans un contexte de grave crise socio-politique et économique au Burundi, apprend-on d'un communiqué de l'office burundais des recettes (Obr, gouvernemental).

L'office n'avait pas revendiqué une telle hausse des recettes en une année de crise sociopolitique qui a mis à mal pratiquement tous les secteurs de la vie économique nationale. A titre comparatif, le communiqué de l'Obr fait état de 44,4 milliards de recettes collectées, en avril 2015, alors que les prévisions initiales étaient de l'ordre de 46,2 milliard soit une perte de 1,8 milliards de francs burundais. La crise, toujours en cours au Burundi, avait éclaté en avril 2015, suite à un conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition, poussant les principaux contribuables locaux et les donateurs étrangers à fuir le pays habituellement dépendant de l'extérieur pour plus de 50% de ses besoins financiers. L'Obr concentre toute l'attention des pouvoirs publics dont la dernière trouvaille est d'instituer une « Journée du contribuable » qui sera célébrée, pour la première fois, à compter de décembre prochain. L'identité est venue du deuxième vice-président de la République, en charge des questions économiques et sociales, Joseph Butore, dans le but affiché de fouetter et encourager le civisme fiscal. La fraude fiscale reste à des niveaux préoccupants et le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, en a donné une illustration, le 1er mai dernier, à l'occasion de la fête internationale du travail et des travailleurs. Au moins 79 entreprises publiques et privées doivent aujourd'hui au fisc, un montant de plus de 81 milliards de francs burundais (près de 50 millions de dollars américains) pour avoir abusé des avantages prévus par le code national des investissements, notamment en matière d'exonération de taxes douanières à l'importation en cas d'utilité publique. Dans les faits, les « tricheurs » promettaient de construire des industries, hôtels et des places touristiques moyennant des exonérations, avant que les matériaux et les marchandises importés ne finissent leur course sur les marchés locaux, avait relevé le président burundais qui s'était encore montré en matière de gestion des finances publiques. « Plus rien ne sera comme avant » des conseils d'administrations où le gouvernement est actionnaire et dont les abus du pouvoir consistent à se mettre d'accord avec les dirigeants locaux pour se fixer des « salaires et des jetons de présences » exagérés, quand ils ne dépendent pas les uns dans de multiples missions à l'étranger dont les avantages pour l'entreprise sont nuls », avait-il avisé.